Déclaration FSU

Commission Académique des LV

Jeudi 10 décembre 2015

La circulaire publiée au BO du 20 octobre 2015 demande aux recteurs de « diversifier » et de « rationaliser » l'offre de langues vivantes étrangères et régionales (LVER). Il s'agit notamment de « garantir une diversité linguistique tout au long de la scolarité obligatoire », notamment en faveur de l'allemand, et de mettre à jour les cartes académiques des LVER. Comment ne pas voir là une nouvelle provocation quand le gouvernement s'attaque dans le même temps, dans le cadre de la réforme du collège, au peu de diversité qui existe, en fermant nombre de classes bilangues et la totalité des sections européennes, véritable aubaine pour le privé avec le risque de fuite massive d'élèves du public vers les établissements privés ? Décidément, la communication ministérielle en direction des enseignant-e-s et des usagers des langues vivantes n'est pas de nature à calmer la colère engendrée par cette réforme.

Les commissions académiques des langues vivantes, dont on peut regretter qu'elles soient des coquilles vides où finalement peu de choses sont débattues, se sont bien souvent transformées en tribunes de présentation d'un bilan toujours positif des politiques rectorales menées. Aussi, après s'être félicitée pendant des années de l'offre linguistique dans notre académie, est-elle contrainte de se renier et d'accepter la suppression des sections européennes qui ont été créées ces dernières années, notamment en 4^{e}, ainsi que la diminution des horaires de LV2 en 4^{e} et en 3^{e} ? Tout ce qui était bon auparavant pour les élèves serait donc devenu mauvais au point qu'il faille tirer un trait sur des dispositifs qui ont pourtant été utiles et efficaces ? Sans qu'aucun bilan n'en ait été tiré ? Quel mépris envers les élèves qui s'y sont engagés, quel mépris envers les enseignants de LVER qui s'y sont beaucoup investis !

Madame la Ministre communique sur l'introduction d'une deuxième LV dès la 5^{e} à raison de 2h30 par semaine (2h dans la première mouture de la réforme) mais elle est bien silencieuse sur les diminutions horaires des autres niveaux. Cette mesure, bien loin d'élever le niveau des élèves en langue, produira le contraire de l'objectif affiché, le temps d'exposition des élèves à la langue étant insuffisant. Ce n'est pas de cette façon qu'on améliorera le niveau de langue des Français, souvent critiqué. En outre, bien que la circulaire affirme la nécessité que le système soit réellement « garant du plurilinguisme », dans la pratique, les restrictions budgétaires et le renvoi aux académies de gérer l'offre linguistique, avec les pressions locales et territoriales que l'on sait, ne permettront pas de développer l'enseignement des langues dites « à faible diffusion », ces mêmes langues souffrant souvent d'absence de dotation spécifique.

Dans notre académie, si l'on peut constater que des efforts sont faits pour « sauver » les classes bilangues et ainsi donc amortir l'impact de la réforme du collège, ce qui prouve bien que ladite réforme n'est pas si satisfaisante que cela, nous ne sommes pas dupes. C'est la suppression des sections européennes qui va permettre de financer en partie les classes bilangues, du moins pour la rentrée 2016. Et après ? Quels moyens seront-ils alloués à ces classes ? Seront-ils fléchés dans la DHG ? Quels horaires sont-ils prévus pour chaque langue ? Quelle politique sera-t-elle mise en œuvre pour les bilangues de continuité ? Quelle contrepartie va-t-on demander aux enseignants de langue en termes de service ? Autant de questions auxquelles la FSU souhaite obtenir des réponses dans cette instance.

Nous n'oublions pas le contenu de cette réforme néfaste qui non seulement n'améliorera pas le niveau des élèves mais sera lourde de conséquences en termes de conditions de travail des personnels dont certains verront leur poste supprimé, d'autres leur service partagé entre deux ou trois établissements voire plus. La FSU ne s'en satisfait pas. Elle soutient la mobilisation des personnels qui, avec une intersyndicale second degré très large, continuent de demander le retrait de la réforme et l'ouverture de discussions pour une toute autre réforme, réellement ambitieuse, en particulier dans le renforcement des LVER afin de garantir une offre diversifiée à tous les élèves.